

Je voudrais essayer d'expliquer un peu pourquoi nous nous retrouvons aujourd'hui dans cette position ridicule où l'on dépense, emprunte et imprime de l'argent sans compter. La situation remonte à 1969, année où notre Règlement a été modifié de façon à empêcher la Chambre d'examiner comme il se doit les dépenses ministérielles. A l'époque, les modifications au Règlement nous avaient été imposées par le recours à la clôture et les Canadiens en subissent les contrecoups depuis, madame le Président.

Je voudrais simplement signaler que nous . . .

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre, s'il vous plaît. Je me suis promis de me faire cette faveur. Le député s'est adressé à moi en m'appelant madame le Président et, après deux mois, je me suis demandé si un de ces jours je pourrais à mon tour m'adresser à l'honorable intervenante pour lui demander si elle compte à son tour invoquer le Règlement.

Des voix: Oh!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Au nom des autres députés qui occupent le fauteuil, nous vous saurions gré de reconnaître tout de même cette petite différence.

M. McKenzie: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Un de vos collègues a dit: «Je ne vois pas la différence!» Eh bien, je la vois, moi, et en ce qui me concerne, vous êtes un homme. Ainsi, je me permettrai de reprendre votre collègue libéral d'en face. Veuillez accepter toutes mes excuses. Nous venons à peine de nous habituer à l'expression «Madame le Président» et maintenant il nous faut employer les deux, c'est-à-dire madame le Président et monsieur l'Orateur.

Il y a un autre problème attribuable au gouvernement libéral, monsieur l'Orateur, un problème que ce gouvernement a créé en 1963 lors de la grève des débardeurs à Montréal. Le règlement de cette grève avait déclenché des revendications salariales d'un bout à l'autre du pays et avait amorcé la spirale inflationniste. La grève des facteurs qui coûtera quelque 36 millions de dollars la première année nous remet dans la même situation. Maintenant, tout le monde exigera des hausses semblables. Nous pouvons donc voir ce qui attend la population canadienne pour les prochaines années, ce sera l'inflation, les dépenses incontrôlées, les emprunts et la planche à billets. Bien des Canadiens pensent que les milliards dont on parle n'auront pas d'incidence sur eux. Je vais cependant faire une petite ventilation de ces sommes, monsieur l'Orateur, pour leur montrer quelle incidence elles auront. C'est le contribuable canadien et personne d'autre qui doit payer la facture.

Une autre surprise désagréable nous attend peut-être, monsieur l'Orateur, car le bruit cours que l'impôt sur le revenu ne sera plus indexé sur le coût de la vie. Je voudrais donner une idée de ce que la suppression de cette indexation peut coûter au contribuable. A l'heure actuelle, si son revenu réel est de \$10,000, il devra verser \$156 de plus d'impôt par année si on supprime l'indexation. Dans cinq ans, il devra verser \$896 de plus. Si le revenu d'un contribuable atteint les \$30,000, il paiera \$2,740 de plus en impôt sur le revenu d'ici cinq ans. Nous commençons donc une autre spirale inflationniste, avec des augmentations d'impôt et tout le reste.

Je voudrais maintenant parler de certains propos qu'a tenus l'ex-ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Il a mentionné au début du présent débat que lorsqu'il était ministre des Finances en octobre dernier et qu'il avait demandé à la Chambre le pouvoir d'emprunter 7 mil-

Pouvoir d'emprunt—Loi

liards de dollars pour acquitter non pas ses propres obligations budgétaires, mais celles du gouvernement libéral précédent, le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) lui avait fait remarquer qu'il ne devrait pas avoir besoin de plus de 3.5 milliards de dollars.

● (1530)

La question est de savoir comment les besoins d'emprunt du gouvernement ont pu augmenter en sept mois de 3.5 milliards de dollars pour atteindre 12 milliards. Aucun ministériel, pas plus le ministre des Finances (M. MacEachen) que le ministre de l'Industrie et du Commerce, n'a pu nous expliquer une augmentation si énorme en si peu de temps, ce qui n'empêche pas le gouvernement de nous demander maintenant de lui signer un chèque en blanc l'autorisant à emprunter 12 milliards de dollars, sans, lui non plus, justifier cette augmentation énorme.

J'aimerais me reporter à un article publié récemment dans l'édition américaine du *Reader's Digest*, qui explique comment l'emprunt inconsidéré alimente l'inflation et pourquoi nous devons imprimer tant de papier monnaie. Je ne citerai que deux ou trois paragraphes qui, après avoir précisé la cause de l'inflation, font remarquer que certains gouvernements qui ont su vivre en-deçà de leurs moyens, sont capables de freiner l'inflation, sans avoir sans cesse à emprunter et à dépenser sans discernement.

Monsieur l'Orateur, l'article dont j'ai parlé se lit en partie ainsi:

En Europe de l'Ouest, l'inflation a systématiquement été élevée, sauf dans deux pays qui constituent des exceptions notables: l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse. Ces dernières années, l'Allemagne de l'Ouest a maintenu son taux d'inflation à 4 p. 100 environ et la Suisse à moins de 2 p. 100. Ces deux pays ont eu le courage politique d'exercer un contrôle serré sur leurs budgets et la croissance de leur masse monétaire et leurs citoyens ont réagi avec la discipline nécessaire.

Au cours de la période d'après-guerre, l'inflation a été matée quatre fois.

L'Allemagne de l'Ouest a réussi ce beau coup en 1948 . . . en refusant d'acquiescer sa prospérité au prix de déficits considérables. Les États-Unis ont répété cet exploit en 1953, sous le président Dwight D. Eisenhower, dont les politiques fiscales prudentes ont fait chuter à 1.4 p. 100 par an le taux d'inflation au cours de son régime. La France a réussi cette prouesse en 1958 quand Charles de Gaulle a réduit de moitié le déficit du budget du gouvernement. Dans chaque cas, l'inflation a pu être contrôlée grâce à des coupes sombres dans les dépenses gouvernementales et à une réduction parallèle des impressions de papier-monnaie.

La quatrième et meilleure palme revient au gouvernement Diefenbaker. Il a réussi à maintenir l'inflation au bas niveau de 1,2 p. 100 parce qu'il n'avait pas demandé de chèque en blanc. Il ne se prenait pas pour un bâtisseur d'empire. C'est-à-dire qu'aucun de ses ministres ne recevait de chèque en blanc afin de se livrer à des dépenses illimitées et incontrôlées.

Malheureusement, ni la France ni les États-Unis n'ont résisté à la familière tentation des politiciens d'accorder des avantages sociaux sans lever d'impôts. Résultat: il n'y a plus aujourd'hui que deux pays au monde où le taux d'inflation soit raisonnable.

Je voudrais seulement examiner un peu plus en profondeur cette question du déficit, ainsi que les raisons pour lesquelles, malheureusement, on nous présente aujourd'hui ce bill d'emprunt. Il y a déficit lorsqu'un gouvernement dépense plus d'argent qu'il n'en perçoit au cours de l'année. Cette année, le déficit sera de quelque douze milliards de dollars. Cela veut dire que le gouvernement actuel s'est mis dans la situation